

# URGENT

Cour de Cassation

Cabinet du Président

Athènes, 9 Juillet 2015

Vers: le President

Cher Monsieur le Président,

En raison de la situation critique de notre Pays et en raison des grandes différences d'opinion, que les politiciens des autres États Membres de la zone euro tentent de passer vers leurs propres peuples, je suis tenue d' informer mes homologues des autres États membres de la zone euro, en ma qualité de Présidente de la Cour Suprême de la Grèce, sur les positions du peuple grec et la situation de la Grèce, de manière objective, impartiale et sincère, comme il est exigé par mon statut juridique.

La grande majorité du peuple grec **ne désire pas** la sortie de la Grèce de la zone euro, mais au contraire elle désire demeurer au sein. La question du référendum grec **n' était pas la sortie de la zone euro**, comme une partie des représentants des Institutions Européennes et aussi certains des hommes politiques européens ont soutenu de façon inexacte. Au contraire, la question était clairement l'approbation ou non de la proposition des Institutions pour des nouvelles mesures d'austérité sans ajustement de la dette grecque. Alors, le Peuple grec pour 61,3% a voté **NON**. Les Hellènes ne cherchent pas de ne pas payer la dette de l'Etat grec, même si ils ne sont en aucun cas responsables, car elle (la dette) est due d'une part à la mauvaise gestion des fonds publics par les gouvernements et, d'autre part, à la politique économique erronée qui a été appliquée au cours des cinq dernières années sur la base des

mémoires imposés par la troïka, qui se sont avérés infructueux, comme ils ont mené à une récession plus profonde, au chômage et à l'appauvrissement d'une grande partie du peuple grec.

Les Grecs ne veulent pas d'une solution qui est au détriment des peuples des autres nations - membres de la zone euro, comme de façon inexacte, certains des hommes politiques européens veulent montrer pour être sympathiques à leurs propres électeurs. Ils attendent plutôt de leurs partenaires européens de se mettre d'accord avec le gouvernement grec pour la restructuration de la dette grecque, d'une manière qui apportera le développement économique et réduira le chômage. Ils attendent de leurs partenaires européens à prendre en considération non seulement les nombres et les chiffres financiers, mais aussi les valeurs morales imposées par l'idée d'une Europe Unie.

L'Europe a été nommée d'après la fille du roi des Phéniciens, dont Zeus est tombé amoureux, et après être transformé en taureau blanc l'a emmenée sur son dos et l'a portée sur l'île de Crète, où ils ont vécu ensemble et ont eu trois enfants, dont l'un était le roi Minos de Knossos. **L'Europe a été objet de culte en Crète et dans beaucoup d'autres parties de la Grèce comme Déesse et pendant le 3e, 2e et 1er BC siècle, la monnaie en circulation dans ces parties portait d'un côté le Dieu Zeus et de l'autre côté l'Europe sur le taureau. Le courant Euro (monnaie de deux euros) dispose la même figure, c'est à dire la représentation de l'Europe sur le taureau. Donc, ils doivent tous comprendre que la Grèce est l'Europe.** Tous les partenaires européens doivent comprendre que le pays dans lequel est née la République, la philosophie et la culture européenne, le pays qui a une position géopolitique dominante pour la sécurité de l'ensemble du continent européen, ne peut pas être obligé de quitter la zone euro. Le Premier ministre a répété la position du

peuple Grec de rester dans la zone euro vers le Parlement Européen. Cette position est adoptée presque par la totalité des dirigeants des autres partis politiques, lors d'une réunion présidée par le Président de la République.

Les Grecs attendent de parvenir à un accord équitable, sans bien sûr faire du tort aux peuples des autres États Membres de la zone euro. Le gouvernement grec a une grande responsabilité historique pour décider de l'avenir de la Grèce. Et les partenaires européens ont la même grande responsabilité historique à décider de l'avenir de la zone euro.

Je suis convaincue, Monsieur le Président que, en raison de votre statut, vous avez un sens accru de la Justice et que vous partagez le point de vue que les principes généraux de droit reconnaissent : que si les prêteurs sont en droit d'exiger la satisfaction de leur demande, ils sont obligés, toutefois, de respecter la personnalité et la dignité du débiteur et de faciliter le remboursement de la dette et ils n'ont pas le droit de chercher son extermination, pour des raisons économiques et politiques.

Je vous demande, donc et je sollicite de votre part d'informer tous les juges de votre Cour et avec votre influence, en raison de votre office, à contribuer, dans la façon dont vous jugez la meilleure, pour une solution équitable au problème grec qui est à la fois une question européenne.

Cordialement

Vasiliki Thanou - Christofilou  
Présidente de la Cour Suprême